

Budget Bayrou : 470 postes supprimés dans les écoles ! Inacceptable !

Les documents présentés par le ministère lors du comité social d'administration du 17 janvier font apparaître la réalité du budget 2025 du gouvernement Bayrou et Borne, longuement négocié avec le parti socialiste de M. Faure pour échapper à la censure : 470 postes d'enseignants seront supprimés à la rentrée 2025 dans les écoles publiques. Pour certaines académies, il s'agit d'une véritable saignée : 127 postes en moins à Lille, 110 à Paris, 64 à Nancy-Metz, 64 à Reims, 63 à Lyon, 60 à Dijon et **66 postes pour l'académie de Rennes dont 20 dans le premier degré.**

Alors que l'Ecole publique manque de tout, le budget Bayrou aura donc des conséquences désastreuses sur les conditions de travail des personnels et les conditions d'apprentissage des élèves : les IA-DASEN proposeront une nouvelle avalanche de fermetures de classes lors des comités sociaux d'administration départementaux, de nouveaux postes de remplaçants et d'enseignants spécialisés seront supprimés...

100 postes pour généraliser les PAS et amplifier la remise en cause des droits des élèves en situation de handicap

Par ailleurs, avec ces 470 suppressions de postes, ce budget confirme que les 24 000 élèves en situation de handicap, aujourd'hui privés de places en établissements sociaux et médico-sociaux auxquelles ils ont pourtant droit, seront bien plus nombreux à la rentrée prochaine.

En effet, dans le cadre de l'Acte 2 de l'Ecole inclusive, la ministre Borne entend renforcer les pôles d'appui à la scolarité (PAS) en allouant 100 équivalents temps plein (ETP) pour leur généralisation. Pourtant dans les quatre départements préfigurateurs (Aisne, Côte-d'Or, Eure-et-Loir et Var), les PAS engendrent chaos, colère et indignation auprès des collègues. Cela n'empêche pas la ministre d'annoncer que quatre nouveaux départements mettront en place les PAS à la rentrée prochaine ainsi que tous les départements dont les IA-DASEN seront volontaires.

Au-delà des dysfonctionnements causés par le manque de moyens, rappelons que l'objectif des PAS est le même partout : faire sortir un maximum d'élèves du champ du handicap et donc baisser le nombre d'élèves notifiés par la MDPH. Il s'agit ainsi d'amplifier les économies budgétaires sur le dos des plus fragiles.

Quant aux 2000 postes d'AESH créés, chacun sait qu'ils ne trouveront pas preneurs étant donné que ce gouvernement maintient ces personnels sous le seuil de pauvreté. D'ailleurs tous les postes d'AESH existant aujourd'hui ne sont pas pourvus !

Le SNUDI-FO revendique l'annulation immédiate des 470 suppressions de postes et la création des postes nécessaires

Le SNUDI-FO n'accepte pas les 470 suppressions de postes du budget Bayrou. Au contraire, il exige la création de tous les postes nécessaires pour faire baisser les effectifs par classe et créer le nombre de postes de remplaçants nécessaires alors que, selon le ministère, 20% des remplacements ne sont pas assurés aujourd'hui. Le SNUDI-FO revendique l'abandon de l'Acte 2 de l'Ecole inclusive et la mise en place des PAS et demande au contraire la création de postes d'enseignants spécialisés et de places en établissements sociaux et médico-sociaux à hauteur des besoins ainsi qu'un statut et un vrai salaire pour les AESH.

Il invite les personnels à lister dans leur école les besoins en postes, en classes, à faire remonter toutes les informations au SNUDI-FO de leur département et à préparer d'ores et déjà la mobilisation en direction des représentants de la ministre, en lien avec les parents et les élus locaux pour la satisfaction de toutes les revendications !

Un préavis de grève court jusqu'au 31 mars.

Montreuil, le 17 janvier 2025